



TRIBUNE LIBRE N°160

L'OTAN ET L'EUROPE DANS LA STRATÉGIE AMÉRICAINE

Giuseppe Gagliano

*Président du Centro Studi Strategici Carlo De Cristoforis (Côme, Italie).
Membre du Comité des conseillers scientifiques internationaux du CF2R.*

Au cours des dernières décennies, l'OTAN s'est révélée être un instrument fondamental dans la stratégie géopolitique des États-Unis pour maintenir le contrôle sur le *Rimland* européen et sur les industries militaires du continent. La théorie géopolitique, développée par des figures telles que Halford Mackinder et Nicholas Spykman, identifie dans le contrôle des régions côtières européennes et asiatiques une clé pour empêcher l'émergence de rivaux potentiels capables de défier l'hégémonie mondiale des États-Unis. Selon cette vision, l'Europe, avec son potentiel économique et industriel, représente une zone d'intérêt stratégique qui doit rester sous contrôle afin d'éviter qu'elle ne devienne une puissance indépendante ou pire, qu'elle collabore étroitement avec la Russie, créant un axe qui affaiblirait la domination américaine.

L'OTAN, née dans le contexte de la Guerre froide, avait pour mission principale de contenir l'expansion soviétique et de protéger l'Europe occidentale des menaces du bloc communiste. Cependant, avec la fin de la Guerre froide et la dissolution de l'Union soviétique, l'alliance a maintenu sa centralité en tant qu'instrument de contrôle géopolitique, en particulier vis-à-vis de la Russie et de ses aspirations à redevenir un acteur majeur sur la scène internationale. Plus qu'une simple alliance défensive entre égaux, l'OTAN a fini par représenter une forme d'influence directe des États-Unis sur les politiques de sécurité et de défense européennes.

Entretien la dépendance militaire et énergétique de l'Europe

L'un des aspects centraux de ce contrôle est le monopole que les États-Unis exercent sur l'industrie militaire européenne. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec le Plan Marshall, les États-Unis ont fourni une aide militaire et économique massive à l'Europe, s'assurant ainsi une position privilégiée dans la fourniture d'armes et de technologies aux pays européens. Cela s'est traduit par une dépendance qui, avec le temps, est devenue systématique : les armées européennes, au lieu de développer leur propre industrie de défense autonome et compétitive, ont souvent choisi d'acheter des armes américaines.

Un exemple emblématique de ce processus est le « Pacte du Siècle » de 1975, lorsque plusieurs pays européens, dont la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège, ont été poussés à acheter le chasseur américain F-16, bien que des alternatives européennes telles que le *Mirage* F-1 français ou le Saab *Viggen* suédois, tous deux mieux adaptés aux besoins des forces aériennes européennes, étaient disponibles. Ce scénario s'est répété à de nombreuses reprises, comme dans le cas de l'achat des F-35 par la Belgique en 2018, où le gouvernement de Bruxelles a choisi le chasseur américain malgré sa réputation peu fiable et difficile à moderniser, rejetant des options européennes comme le *Rafale* français ou le *Typhoon* d'Eurofighter.

Ce phénomène ne se limite pas seulement à l'achat de systèmes d'armes, mais s'étend au contrôle des principales industries militaires européennes. Grâce à des acquisitions et des fusions, des groupes financiers américains ont absorbé bon nombre des entreprises européennes opérant dans le secteur de la défense. L'un des cas les plus significatifs est l'acquisition de la division aéronautique Fiat Avio par des investisseurs américains, une opération qui a permis aux États-Unis de mettre la main sur des technologies stratégiques utilisées dans des projets tels que l'Eurofighter et l'Airbus A400M, ainsi que dans le programme spatial européen Ariane.

La pénétration américaine dans l'industrie militaire européenne ne s'est pas arrêtée là. Des entreprises allemandes comme MTU Aero Engines, qui produit des composants pour l'Eurofighter, ont été acquises par des groupes américains, tout comme la suédoise Bofors et l'espagnole Santa Bárbara Blindados, productrice des chars *Leopard* 2-E. Cette stratégie a conduit à une dépendance accrue de l'Europe vis-à-vis de la technologie militaire américaine, rendant difficile pour les pays européens de développer une industrie de défense compétitive et autonome.

L'objectif principal de cette stratégie est évident : empêcher l'Europe de développer une capacité de défense indépendante et empêcher toute collaboration étroite entre l'Europe et la Russie, une éventualité que Washington considère comme une menace pour son hégémonie mondiale. La rupture des relations entre l'Europe et la Russie a toujours été une priorité stratégique pour les États-Unis et le conflit en Ukraine n'est que le dernier exemple de cette politique. Le sabotage des gazoducs en mer Baltique, qui a interrompu les approvisionnements énergétiques russes vers l'Europe, et l'isolement de régions stratégiques telles que le Donbass et la mer Noire, démontrent clairement l'intention de Washington d'empêcher une coopération économique et stratégique entre l'Allemagne et la Russie.

Sur le plan énergétique, l'Europe se trouve aujourd'hui dans une position vulnérable, avec ses approvisionnements en gaz fortement compromis. Le conflit israélo-palestinien a encore compliqué la situation, empêchant l'exploitation de gisements de gaz

en Méditerranée orientale, ce qui pourrait avoir des répercussions durables sur la sécurité énergétique européenne. Cet isolement énergétique, combiné au contrôle américain des industries militaires, laisse l'Europe dans une position de dépendance qu'elle aura du mal à surmonter sans un changement radical de stratégie politique et industrielle.

En définitive, le contrôle que les États-Unis exercent sur l'Europe à travers l'OTAN n'est pas seulement une question de sécurité, mais représente un obstacle structurel au développement d'une Europe autonome et compétitive. La survie de l'OTAN et son influence croissante, notamment après la fin de la Guerre froide, montrent que l'Europe est considérée par Washington non pas comme un allié égal, mais comme une région à contrôler et à gérer pour éviter qu'elle ne devienne un rival mondial. La dépendance militaire, énergétique et industrielle de l'Europe vis-à-vis des États-Unis est le résultat de décennies de politiques visant à maintenir le continent fragmenté et faible, incapable de développer sa propre vision stratégique autonome.

La volonté de l'OTAN de renforcer ses capacités confrontée à de multiples difficultés

L'analyse stratégique-militaire et économique des plans de renforcement de l'OTAN, tels qu'ils ont été récemment révélés, permet de mettre en lumière une série de complexités et de contradictions qui reflètent les difficultés structurelles des alliances militaires dans le contexte d'une crise internationale en constante évolution. La proposition d'augmenter le nombre de brigades de l'OTAN de 82 à 131 d'ici 2030, comme mentionné dans le document confidentiel cité par *Die Welt*¹, est clairement une réponse à l'escalade des tensions entre l'Occident et la Russie, notamment après l'invasion de l'Ukraine. Un tel renforcement se justifie aux yeux de l'alliance par la perception d'un risque croissant d'affrontement direct avec Moscou, alimenté par l'implication croissante de l'OTAN dans le soutien logistique et militaire à Kiev. Cependant, ce plan se heurte à un certain nombre de difficultés économiques, sociales et politiques, qui pourraient rendre sa mise en œuvre difficile.

D'un point de vue géopolitique, l'idée d'un renforcement des capacités militaires de l'OTAN découle de la nécessité de répondre à la menace d'une éventuelle attaque russe contre l'Europe, bien que le Kremlin continue de nier avoir une telle intention, la qualifiant de propagande occidentale visant à justifier des dépenses militaires supplémentaires. Cette politique de l'Alliance reflète la polarisation croissante entre la Russie et l'Occident, alimentée par la guerre en Ukraine et la rhétorique agressive qui domine le discours international. La décision de l'OTAN d'augmenter le nombre de brigades et de commandements militaires, ainsi que de renforcer la défense aérienne et le nombre d'hélicoptères², s'inscrit dans une logique de préparation à un conflit de longue durée, qui pourrait toutefois ne pas être perçu comme imminent par les opinions publiques des États membres. En effet, bien que les gouvernements occidentaux soient engagés à renforcer leurs capacités défensives, le soutien populaire à ces mesures reste incertain, notamment dans un contexte de difficultés économiques, de récession et de crise énergétique.

¹ <https://www.agenzianova.com/fr/news/Le-monde-de-l%27OTAN-est-prêt-à-demander-aux-États-membres-une-augmentation-des-troupes-et-des-armes-pour-se-protéger-de-Moscou/>

² https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_227685.htm

L'aspect économique est en effet crucial. L'Europe traverse une période de désindustrialisation et d'augmentation des coûts énergétiques, ce qui rend difficile le financement d'un vaste programme de réarmement. Le plan de renforcement de l'OTAN nécessiterait des investissements bien au-delà des 2% du PIB, un seuil que beaucoup de pays peinent déjà à atteindre. Seuls 23 des 32 membres de l'OTAN respectent actuellement cette exigence et parmi les principaux contrevenants figurent des nations comme l'Italie, l'Espagne et la Belgique. Cela met en évidence une disparité claire entre les pays les plus riches et ceux plus petits ou économiquement fragiles, qui pourraient ne pas être en mesure de supporter le poids financier requis. En outre, le plan implique que les grandes nations, telles que l'Italie, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, devraient constituer au moins trois ou quatre nouvelles brigades chacune, ce qui nécessite des ressources supplémentaires et pourrait ne pas être bien accueilli par les opinions publiques nationales, de plus en plus sceptiques quant aux dépenses militaires.

Le plan de l'OTAN pourrait par ailleurs s'avérer irréalisable en raison de facteurs internes aux armées occidentales. L'un des défis les plus importants concerne la pénurie de personnel militaire, un problème qui affecte presque toutes les forces armées de l'Occident. Ces dernières années, il y a eu un déclin des vocations militaires dans tous les principaux pays de l'OTAN, avec un exode de personnel qualifié et une diminution des recrutements. Cette tendance est particulièrement grave dans des pays comme le Royaume-Uni, où le nombre de soldats en service est à son plus bas niveau historique, et aux États-Unis, qui n'atteignent plus leurs objectifs de recrutement depuis des années. Les marines occidentales connaissent également de graves difficultés, avec de nombreux navires laissés à quai par manque d'équipages. Dans ce contexte, augmenter le nombre de brigades et renforcer les capacités militaires semble être un objectif difficile à atteindre, voire utopique. L'OTAN pourrait ainsi se trouver confrontée à un dilemme : comment concilier l'ambition de renforcer ses défenses avec la réalité d'une pénurie de ressources humaines et financières ?

Un autre aspect à prendre en compte est la capacité des nations de l'OTAN à soutenir un long programme de réarmement dans un contexte d'incertitude économique et politique. Le soutien militaire à l'Ukraine, de plus en plus critiqué par les opinions publiques européennes, combiné aux difficultés économiques internes, pourrait réduire le consensus politique en faveur de telles mesures. Dans de nombreux pays européens, les citoyens demandent « du beurre » plutôt que « des canons », c'est-à-dire une plus grande attention aux politiques économiques et sociales plutôt qu'à des programmes de défense coûteux. Cette dynamique pourrait affaiblir la détermination des gouvernements à s'engager dans le renforcement des forces armées, en particulier si le risque d'une invasion russe est perçu comme lointain ou exagéré.

En conclusion, bien que le plan de renforcement de l'OTAN soit une réponse logique aux tensions croissantes avec la Russie, il risque de rester davantage un vœu pieux qu'une réalité concrète. La combinaison de difficultés économiques, de pénurie de personnel militaire et d'un consensus politique incertain rend ce projet difficile à réaliser, voire impossible. L'OTAN devra donc faire face à des défis importants dans les années à venir, en cherchant à équilibrer les besoins en matière de sécurité avec les ressources limitées dont disposent ses membres.